

## Exercice 02.02 : cas Satrime

**Objectifs de l'exercice :** Le cas Satrime permet d'insister sur les **modalités pratiques** d'une option pour les frais réels par un salarié, et sur l'intérêt de cette option.

### A - Salaires de Thierry SATRIME:

Thierry Satrime étant VRP, deux possibilités s'offrent à lui pour déterminer ses salaires imposables :

- La seule déduction forfaitaire de 10%;
- Les frais réels.

Les commissions sont imposables pour 109 000 €

Les sommes revenant aux salariés au titre de la participation aux résultats de l'entreprise ne sont pas, sous certaines conditions, soumises à l'impôt sur le revenu (CGI, art. 163 *bis* AA).

Les options pour la déduction forfaitaire supplémentaire et les frais réels entraînent l'imposition des remboursements de frais.

### HYPOTHESE FRAIS REELS :

#### 1. frais de trajet du domicile au bureau :

L'éloignement est présumé normal lorsqu'il n'excède pas 40 kms aller, soit 80 Kms aller-retour, ce qui est le cas en l'espèce. De plus, l'épouse de Thierry Satrime est obligée de résider à Châtellerault (Vienne) par nécessité professionnelle; il ne s'agit donc pas d'un éloignement pour convenances personnelles. Les salariés qui choisissent la déduction de leurs frais réels peuvent évaluer leurs frais de voiture au moyen du **barème du prix de revient kilométrique** publié chaque année par la direction générale des finances publiques (DGFIP). Cette possibilité n'est offerte qu'aux salariés propriétaires de leur véhicule. Le barème inclut **tous les frais** concernant le véhicule à l'exception des frais de garage, des frais de péage d'autoroute et des intérêts annuels afférents à l'achat à crédit du véhicule, retenus au prorata de l'utilisation professionnelle du véhicule.

Formule applicable pour 2015, compte tenu de la puissance fiscale du véhicule de M. Satrime (9 cv) : (barème plafonné à une puissance de 7cv fiscaux)

$(d \times 0,337) + 1\,288$  soit  $(8\,400 \times 0,337) + 1\,288 = 4\,118,80$  arrondis à **4 119 €**

2. L'amortissement du véhicule est déjà compris dans le barème.

3. Les frais de garage peuvent, sous réserve des justifications nécessaires, être ajoutés au montant des frais de transport évalués en fonction du barème kilométrique. Le contribuable doit alors déduire des frais exposés la part correspondant à l'usage non professionnel du véhicule.

Cette part professionnelle se détermine au prorata des seuls déplacements professionnels du salarié, soit :  $760 \times 8\,400 / 25\,000 = \mathbf{255\,€}$

4 L'assurance auto est également comprise dans le barème.

5 S'agissant d'une dépense à caractère professionnel, elle est normalement déductible pour **7 700 €**

6 Sont déductibles: les frais de transport, les frais d'hôtel pour **2 600 €** et **4 560 €**  
Pour le restaurant, est déductible le prix du repas pris à l'extérieur diminué de la valeur du repas pris à domicile, soit:  $240 \times (12 - 4,65) = \mathbf{1\,764\,€}$

Total des frais réels déductibles :

$4\,119 + 255 + 7\,700 + 2\,600 + 4\,560 + 1\,764 = \mathbf{20\,998\,€}$

L'option pour les frais réels entraîne obligatoirement la réintégration dans la base imposable des remboursements consentis par l'employeur:

Salaire à retenir : 109 000 + 16 000 =	125 000
Frais déductibles :	20 998
Salaires imposables :	<b>104 002 €</b>

#### **HYPOTHESE DEDUCTION DE 10% :**

Dans cette hypothèse, les remboursements de frais consentis par l'employeur au salarié sont normalement exonérés, si les conditions suivantes sont remplies:

- Couvrir des dépenses strictement inhérentes à la fonction ou à l'emploi

Si l'indemnité ou allocation couvre des dépenses personnelles, il s'agit alors d'un simple avantage en argent ou en nature imposable comme la rémunération proprement dite.

- Correspondre à des dépenses professionnelles spéciales

Ce sont les dépenses autres que celles susceptibles d'être déjà couvertes par la déduction forfaitaire de 10 % pour frais professionnels, ce qui exclut de l'exonération les allocations pour frais professionnels courants ainsi que les allocations pour frais qui seraient sans liens spécifiques avec la profession ou l'emploi.

- Correspondre à l'existence de dépenses réelles ainsi qu'à l'importance réelle de ces dépenses: si leur évaluation peut comporter un certain degré d'approximation, elle ne doit en aucun cas être obtenue par l'application d'un pourcentage fixe ou variable aux émoluments reçus.

- Etre utilisées conformément à leur objet

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, les allocations forfaitaires versées directement ou sous forme de prise en charge des dépenses correspondantes constituent un supplément de rémunération imposable.

Ici, l'allocation forfaitaire de 16 000 € correspond à concurrence de 6 700 € aux frais d'utilisation du véhicule personnel de Thierry Satrime. Ce remboursement est analysé comme un avantage en nature imposable.

Soit :  $109\,000 + 6\,700 = 115\,700 - 11\,570 (10\%) = \mathbf{104\,130\,€}$

**Les deux solutions sont pratiquement identiques. Compte tenu de l'exigence liée à la justification des frais réels, on ne peut que conseiller à Monsieur Satrime de conserver le régime de la déduction forfaitaire de 10%.**

#### **B - Salaires de Mme SATRIME:**

$90\,000 - 9\,000 (10\%) = \mathbf{81\,000\,€}.$

#### **C - Salaires de Paul Satrime:**

**Paul** : il fait partie du foyer fiscal de ses parents. M et Mme Satrime doivent déclarer les salaires de leur fils sur leur propre déclaration.

Toutefois, les rémunérations perçues par Paul sont exonérées car il est étudiant, a moins de 25 ans et a il a gagné en 2016 moins de 3 SMIC mensuels, soit moins de 4 400 €.